SERVICE CITOYEN

NON à plus de charges obligatoires pour les femmes

Tout le monde peut reconnaître la nécessité que chacun-e s'engage pour la collectivité, lorsqu'il s'agit de tâches de solidarité et d'intérêt général. L'initiative pour un « service citoyen » se revendique de ce principe, mais, en réalité, cache un autre objectif : celui de maintenir les effectifs de l'armée et de la protection civile, en étendant l'obligation de servir aux femmes. Même si l'initiative garde comme domaines d'engagement la protection de la nature ou le soin aux personnes, elle abrogerait le service civil actuel, pourtant chèrement acquis après des décennies de criminalisation de l'objection de conscience. Le libre choix du type de service par les personnes astreintes est laissé au futur législateur et n'est donc pas garanti.

D'autre part, cette vision d'un service civique étendu aux femmes fait fi du fait que celles-ci produisent déjà des milliards d'heures de travail non rémunéré, voire non reconnu, notamment de « care ». Les obliger à fournir encore des heures au service de la collectivité ne ferait qu'aggraver le déséquilibre avec les hommes.

Pour toutes ces raisons, le SIT se joint à celles et ceux qui rejettent cette initiative.

CAMPAGNE MASSET (votation en Ville de Genève)

OUI à un nouveau lieu public pour tou-te-s

Le SIT appelle à soutenir l'achat par la Ville de Genève de cette propriété (maison et parc) à l'avenue d'Aïre. L'objectif est d'en faire un parc public et d'affecter la maison à des activités publiques (crèche, ludothèque, espace social et culturel ou autres). Ce quartier est en cours d'intense densification et va manquer cruellement d'espaces verts. La présence d'un parc public y est donc importante, et le développement des services publics communaux indispensable. D'ailleurs, les associations d'habitant-e-s du quartier se mobilisent fortement en faveur de ce projet.

Le référendum a été lancé par nos adversaires de toujours, la droite, soit les partis des patrons et des propriétaires privés, qui préfèrent que cet objet reste en main privée, et veulent empêcher l'État d'améliorer ses prestations publiques, à l'inverse des positions de toujours du syndicat. Dans le contexte de réchauffement climatique et de spéculation des milieux immobiliers, il est important de rendre à la population les espaces verts que les riches propriétaires tentent d'accaparer.

Pour toutes ces raisons, le SIT appelle à voter OUI à l'acquisition de la Campagne Masset par la Ville de Genève, pour ses habitant-e-s.

Syndicat SIT 16 rue des Chaudronniers case postale 3135 1211 Genève 3 +41 (0) 22 818 03 00 sit-syndicat.ch

Éditeur responsable : Jean-Luc Ferrière, c/o Syndicat SIT | Graphisme : Stéphane Hernandez

syndicat interprofessionnel de travailleuses et travailleurs

Votations du 30 novembre

INITIATIVE POUR L'AVENIR

OUI à la justice sociale pour sauver la planète

INITIATIVE POUR LES SOINS DENTAIRES

OUI à des soins accessibles à toute la population

NON au contre-projet vide de contenu

SERVICE CITOYEN

NON à plus de charges obligatoires pour les femmes

OUVERTURE DES MAGASINS

NON au travail du dimanche sans protection du personnel

Votation annulée par le Conseil d'État !

CAMPAGNE MASSET (votation en Ville de Genève)

OUI à un nouveau lieu public pour tou-te-s

INITIATIVE POUR L'AVENIR

OUI à la justice sociale pour sauver la planète

L'initiative aborde les deux plus gros défis actuels en Suisse : la lutte contre le réchauffement climatique, enjeu crucial pour les générations à venir, qui nécessite une action immédiate ; et la lutte contre la croissance des inégalités et injustices sociales qui n'en finissent pas de se creuser depuis 30 ans.

SUPER-RICHES = SUPER-POLLUEURS

Elle propose concrètement d'introduire un impôt sur les successions (héritages) de plus de 50 millions, dont les ressources serviront à la lutte contre la crise climatique. Elle ne vise donc que les super-riches, sur le principe du « super-pollueur-payeur ».
Car plus on est riche, plus on pollue, c'est scientifiquement démontré. Les super-riches surconsomment, multiplient les vols en avion, les actes qui polluent et détruisent les ressources. Une étude récente montre que le 0,01% des plus riches émet 1660 fois plus de CO_2 qu'une personne faisant partie de la moitié la moins favorisée de la planète **!** Les 10% les plus riches émettent presque 50% du total de CO_2 produit.

CORRIGER LES INÉGALITÉS

Sur l'autre versant, celui des inégalités, l'imposition des très grosses successions permettrait de réduire l'inégalité fiscale. Actuellement, le 1% des contribuables les plus riches de Suisse détient plus de 40% de la fortune privée totale, et ce chiffre augmente. Cette fortune est largement sous-imposée : l'imposition des successions corrigerait un peu cette injustice fiscale. Plutôt que de taxer les travailleurs-euses, qui « paient » le gel patronal des salaires, l'inflation et l'augmentation des primes maladies, sans parler du vol des rentes, cette initiative vise celles et ceux qui en ont les moyens, mais également qui portent le plus de responsabilité de la crise climatique. Rappelons que les successions sont complètement exonérées d'impôt fédéral et cantonal pour les héritiers en ligne directe : ainsi se reproduisent les inégalités d'une génération à l'autre.

LUTTER CONTRE LE RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE

Les opposants, patrons et milieux de riches sont vent debout contre cette initiative, qui freinerait leur appétit démesuré de faire main basse sur les richesses mondiales sans se préoccuper des conséquences sur le climat. Ils vont mettre des millions dans la campagne. Opposons-leur la force du nombre, et notre volonté d'un futur plus égalitaire, moins pollué et moins détruit. Pour nos enfants, nos petits-enfants et nos jeunes, nous devons gagner ! Votons massivement OUI à cette initiative forte.

INITIATIVE POUR LES SOINS DENTAIRES

OUI à des soins accessibles à toute la population

Le système de santé suisse est plein de caries ! Non seulement les assurances maladies sont privées, donc aux mains d'actionnaires cherchant à faire du bénéfice sur notre santé ; mais les primes d'assurances sont les mêmes que vous soyez millionnaire ou nettoyeur-euse, donc profondément inégalitaires et injustes, et, en plus, elles ne couvrent pas les soins dentaires, pourtant à la base de notre santé.

NE PAS RENONCER AUX SOINS FAUTE DE MOYENS

Que font alors les moins fortuné-e-s ? Il-elle-s renoncent aux soins dentaires, un phénomène qui concerne une personne sur quatre à Genève ! En termes de santé dentaire, cela signifie des caries non soignées, des maladies aggravées et des risques accrus d'infections graves et de diabète. Il n'est pas normal que le quart de la population d'une des villes les plus riches du monde doive choisir entre faire ses courses et aller chez le dentiste.

UNE QUESTION DE SANTÉ PUBLIQUE

L'absence de prise en charge par les assurances est le fruit d'une idéologie, selon laquelle les soins dentaires seraient une affaire privée, alors que tout démontre qu'il s'agit bien au contraire d'un enjeu de santé publique. D'ailleurs, en Europe, en moyenne, la population paie autour de 55% des frais dentaires, alors qu'en Suisse, elle doit en payer le 90% ! La Suisse est à la traîne.

AIDER LES PLUS PRÉCARISÉ-E-S

L'initiative apporte une réponse concrète : les bénéficiaires de subsides d'assurance-maladie recevront annuellement un chèque de 300 CHF à faire valoir auprès d'un-e médecin-dentiste ou d'un-e hygiéniste dentaire. De plus, un-e médecin-dentiste cantonal (qui existe dans presque tous les cantons, mais pas encore à Genève) sera chargé-e de mettre en place un plan et des actions renforcées de promotion de la santé bucco-dentaire, avec des campagnes d'information et de dépistage dès la prime enfance.

NON À UN CONTRE-PROJET VIDE DE CONTENU

Le contre-projet quant à lui, n'amène aucune amélioration concrète, car les opposants à l'initiative (la droite, bien entendu) veulent juste un écran de jolies paroles, mais surtout pas d'actes pour plus d'égalité. Il ne permettra que la mise en place d'un plan de promotion de la santé bucco-dentaire, avec des « mesures de soins ciblées », et demande de faire un bilan de ce plan en fin de législature. Autant dire quasiment rien.

Pour toutes ces raisons, le SIT appelle à voter massivement OUI à l'initiative pour les soins dentaires, NON au contre-projet, et à choisir l'initiative en réponse à la question subsidiaire.